



Colloque 2025 du GIS Démocratie et participation

À quoi tient la démocratie ?

20 et 21 novembre 2025, MSH Paris Nord

Nos sociétés sont actuellement confrontées à la conjonction des crises environnementale, sociale, économique, (géo)politique. Les conséquences du changement climatique, de la chute de la biodiversité et plus généralement de l'attrition des ressources appellent une mobilisation sans précédent qui semble toujours repoussée. Le programme de démocratisation de l'ordre international est épuisé jusqu'à remettre en cause l'existence même des institutions portant le langage des droits à l'échelle mondiale.

Dans le même temps, les régimes, les institutions et les pratiques démocratiques traversent de fortes turbulences : la déconsolidation est à l'œuvre, sous des formes et à des échelles multiples. Certains pays, naguère en transition démocratique, sont pris dans des dérives autoritaires et s'emploient à thématiser l'illibéralisme comme forme démocratique légitime. D'autres, naguère considérés comme des « démocraties consolidées » voient leurs contrepouvoirs s'éroder. Des partis d'extrême droite, impuissants à appréhender la pluralité d'une communauté politique dans un nous, alimentent leur progression en se réappropriant la démocratie et ses codes, mais la dépeuplent radicalement d'une partie de ses citoyens.

Le rapport ordinaire au politique et plus généralement la confiance dans la politique, ses institutions, mais aussi ses modes d'engagement, sont minés par un sentiment d'insatisfaction et de désaffection (Hay, 2007; Mair, 2013 ; Foa et Mounk, 2016) : la démocratie peine, notamment pour les jeunes, à tenir sa promesse d'égalité et de redistribution. Des attentes fortes envers la démocratie nourrissent paradoxalement une forme subtile de déconsolidation démocratique, faisant opter certains pour des institutions, des normes et des modalités d'exercice du pouvoir jugées plus efficaces (Wuttke, Gavras, et Schoen, 2022 ; Bedock, 2021). Le désengagement électoral et la montée de l'extrême droite ont d'ailleurs été l'objet d'analyses contrastées ; ils ne sont pas seulement des symptômes d'une déconsolidation démocratique (Norris et Inglehart 2019), mais aussi les signes d'une mutation des formes d'engagement et d'une société devenue plus ouverte, moins encline à adhérer aux institutions du vote mais plus exposée à des effets de forçage d'une partie de l'offre politique et médiatique (Tiberj, 2024).

Dans le domaine environnemental, la mise en œuvre de politiques destinées à changer nos modes de vie, sans toujours en anticiper les conséquences sur les groupes sociaux, ni leurs effets structurels, suscitent des fortes tensions sociales, avivées par un accroissement des inégalités socio-économiques et territoriales. Non seulement le négationnisme menace toujours les objectifs de transition écologique et énergétique, mais une part croissante d'acteurs politiques semble attendre de la déconstruction des politiques et institutions environnementales un bénéfice électoral. Malgré les déclarations d'intention

des accords internationaux, la démocratie environnementale n'apparaît plus comme un horizon partagé par les États, les ONG et les groupes mobilisés (Fourniau et al, 2022). Pourtant la multiplication des expérimentations locales pour la (re)construction de communs constituent, pour des collectifs locaux, une manière de dire à quoi ils tiennent et d'inventer de nouvelles formes d'engagement dans des milieux de vie (Van Neste et al, 2024). Néanmoins, les institutions démocratiques en mesure de construire les conditions de la mise en place de politiques de sobriété dans un souci de justice sociale et environnementale restent à inventer.

Face à ces menaces, les promesses - écologique et démocratique - de la révolution numérique apparaissent moins comme une source de solutions à la superposition des crises que comme une partie du problème. Les mutations du capitalisme vers des formes numériques et attentionnelles sont caractérisées par des processus d'extraction de valeur dont le déni semble avoir été organisé. Les sciences sociales ont largement documenté l'invisibilisation du travail digital (Tubaro et al. 2020), l'escamotage de l'extraction, notamment dans les pays du Sud, des ressources matérielles et énergétiques (Broca, 2022) mais aussi des données extraites des pratiques de ses usagers (Zuboff, 2019). Les effets controversés de la numérisation sur la conversation publique, fut-elle accélérée et augmentée par l'IA, conjugués à la formation de chambres d'échos, favorisées par une partie de l'offre médiatique délaissant les logiques informationnelles pour un agenda d'extrême droite, ne font qu'ajouter l'embarras du dérèglement de l'espace public au dérèglement climatique, contrariant la recherche de diagnostics partagés et de voies de solutions.

Autre paradoxe : les outils forgés pour approfondir la démocratie, la participation et la délibération, dont on pouvait espérer, à travers de multiples expérimentations, qu'ils nous permettraient de surmonter la superposition paroxystique de ces crises, et notamment d'imaginer des chemins de transition justes, semblent parfois tourner à vide (Gourgues et Mazeaud 2022). L'impératif délibératif aurait donné lieu à des institutions paradoxales, favorisant une participation et une délibération procédurales et formelles qui peuvent être de qualité, mais qui sont trop souvent coupées de tout lien avec la décision et la question sociale, et restent ainsi éloignées des publics défavorisés.

Le colloque du GIS Démocratie et Participation de 2025 veut s'interroger sur ce qui fait et défait la démocratie. Après avoir appelé à multiplier et à penser les expérimentations démocratiques (2017), puis dressé le tableau d'une démocratie par temps sombre (2022), il invite à documenter les processus de déconsolidation de la démocratie, mais aussi à identifier et comprendre les fils multiples et parfois ténus par quoi celle-ci tient, ou pourrait tenir.

Il s'agit donc moins de s'intéresser aux grandes institutions (représentations nationales, conseil constitutionnel, etc., dont on ne méconnaît pas l'importance) que de documenter les multiples processus à travers lesquels la démocratie se défait ou se (re)fait. Le rôle des chercheurs est à la fois d'analyser les effets physiques et sociaux des transformations en cours, mais aussi de fournir des outils face aux défis conceptuels propres au moment singulier qui est le nôtre.

En effet, si les dynamiques de déconsolidation démocratique ont fait l'objet de plusieurs travaux, en France et ailleurs, on n'a pas assez analysé le trouble dans le langage et les usages de « la démocratie » qui accompagnent et facilitent ces dynamiques. Les mots de la démocratie sont aujourd'hui appropriés à front renversé : tout le monde prétend agir au nom de la démocratie, et ce qui paraît défaire la démocratie se fait au nom même de la démocratie. L'un des objectifs du colloque est de décrypter ces éléments constitutifs du fait démocratique désormais objets de controverses (participation, représentation, pluralisme, droit, science et rationalité...), et d'analyser les tensions suscitées par ces réappropriations, reformulations et disputes.

Penser ensemble les dynamiques de déconsolidation et de reconsolidation impose de réfléchir aux formes du droit, de la participation, des mobilisations sociales et environnementales, mais aussi du travail, qui contribuent à la maintenance de la démocratie et à ses capacités concrètes de résistance. Il s'agit en effet de ne pas sous-estimer les modalités de résistance internes à la société en s'intéressant plus classiquement aux évolutions des corps intermédiaires, à une démocratie sociale animée par les syndicats, des collectifs ou aux expérimentations qui marquent de nombreux contextes locaux.

Il faut également prendre en compte les fils démocratiques tenus par les citoyens comme travailleurs, les salariés dans les institutions ou les entreprises freinant la mise en œuvre d'injonctions parfois perçues comme des menaces pour les formes vécues et ordinaires de la démocratie, ou attachés à rendre tangibles dans les territoires des politiques de participation ou de responsabilité sociale des entreprises (RSE) qui peuvent avoir dans certains cas des effets démocratiques.

Les expérimentations démocratiques qui se veulent à distance des institutions et de la « société », celles des communautés expérimentant des « styles de vie démocratiques », intéressent le colloque afin d'apprécier leurs effets parfois à long terme sur la construction d'une « grande communauté » (Dewey, 2010 [1927]). Mais il s'agit également de documenter des modalités d'action peu spectaculaires, où il est parfois moins question de « résister » que de « maintenir » une forme de vie démocratique par les actions les plus banales, au seuil du politique, sans être pour autant pensées contre la politique.

Le colloque sera le lieu d'une discussion structurée par huit thèmes qui, sans être mutuellement exclusifs, nous appellent d'une part à prendre la mesure de la déstabilisation des catégories de l'analyse politique par les événements des dernières années, en France et dans le monde ; et d'autre part à penser ensemble ce qui défait et ce qui refait la démocratie.

1 - Capitalisme et déconsolidation démocratique

Si un temps le capitalisme a pu être vu comme une condition d'émergence et de stabilisation des démocraties libérales, il apparaît désormais qu'il peut être un facteur dissolvant pour la démocratie et son idéal d'égalité. Comprendre comment et en quoi les transformations contemporaines du capitalisme influencent les fondations et institutions de la démocratie implique de saisir au moins deux processus. D'une part, il s'agit d'interroger la façon dont les transformations du capitalisme portent des régressions démocratiques. En quoi l'extension et la sécurisation des régimes d'accumulation, des rentes d'exploitation ou des politiques de l'offre conduisent acteurs publics et privés à imposer « moins de démocratie », de l'entreprise au parlement ? Comment procèdent-ils ? Jusqu'où le sentiment d'impuissance face aux règles économiques (caractère inexorable des licenciements, de la baisse des dépenses publiques) qui traverse la population conduit-il à une résignation civique et une « déconsolidation » démocratique ? D'autre part, il convient de s'attarder, en retour, à la façon dont la production d'alternatives économiques s'ancre dans des imaginaires démocratiques renouvelés. Qui conteste l'hégémonie capitaliste au nom de la démocratie ? Quelles sont les expériences démocratiques concrètes, qui visent explicitement le dépassement du régime capitaliste ?

2 - Crise écologique et déconsolidation démocratique

Paradoxalement, alors que l'amplitude des catastrophes écologiques est parfois utilisée pour justifier une forme d'autoritarisme au nom de l'urgence, la déconstruction des politiques environnementales devient un marqueur pour des régimes affichant des stratégies de déconsolidation démocratique. Dans des contextes très différents, les institutions démocratiques semblent incapables de transformer les tensions liées aux crises écologiques en actions publiques à la hauteur des enjeux. De plus, la portée des expérimentations participatives est le plus souvent réduite à un domaine d'action ou un espace

local. Il s'agit de dépasser la mise en évidence des effets de démocratisation des innovations locales ou la critique de leurs portées pour s'intéresser aux changements apportés par ce nouveau contexte. Quelles sont les capacités de résistance des formes d'engagement localisées dans des contextes de déconstruction des institutions environnementales et de répression des mobilisations ? Quels sont les effets des tensions entre le maintien des injonctions aux changements des pratiques au nom de la transition écologique et la remise en cause des objectifs de démocratisation de la question environnementale ?

3 - Déconsolidation et reconsolidation

Comment caractériser le moment démocratique que nous vivons ? Les concepts prolifèrent avec plus ou moins de succès, tant pour qualifier les processus à l'œuvre que la nature des régimes mixtes qui s'expérimentent : démocraties illibérales, tournant autoritaire, déconsolidation démocratique... Aussi, à quels concepts se fier ? Dans quelle mesure font-ils controverses au sein de la communauté scientifique ? Si la notion de déconsolidation démocratique nous semble particulièrement heuristique, elle mérite d'être travaillée et discutée dans le contexte français. Au-delà des enjeux théoriques, quels sont les phénomènes qui caractérisent les processus de déconsolidation démocratique ? Dans quelle mesure peut-on identifier des formes de reconsolidation à l'œuvre, et lesquelles ?

4 - Pluralisme et dé-pluralisation

La démocratie a toujours été une modalité de régulation des conflits qui traversent la société en vue de fabriquer du commun, une façon de gérer leur pluralité (en termes de savoirs, de modes de vie, d'intérêts et de valeurs). Il nous semble néanmoins qu'au cœur des tensions démocratiques à l'œuvre se niche aujourd'hui une défiance accrue à l'égard du pluralisme, vue de façon croissante comme une source de polarisation menaçante pour la collectivité. Comment se manifeste cette défiance éventuelle à l'égard du pluralisme ? Que sait-on au juste des effets de la polarisation ? Comment résistent – voire s'inventent malgré tout – des formes de re-pluralisation et de prise en compte, instituées ou non, du pluralisme qui traverse nos sociétés ?

5 - Démocratie et extrême droite

Il s'agira de saisir le rapport de l'extrême-droite à la démocratie d'au moins deux façons. D'une part, du côté de l'offre politique, quelle est la nature du rapport théorique, programmatique et pratique à la démocratie des extrêmes-droites ? Y sont-elles nécessairement hostiles et comment leurs positions varient-elles selon les contextes nationaux ? Dans quelle mesure peut-on dessiner des affinités démocratiques variables selon les orientations politiques – la démocratie directe du côté de l'extrême-droite, la démocratie délibérative pour le reste du champ politique – ou ces modèles s'avèrent-ils trop caricaturaux ? Dans quelle mesure des expérimentations participatives peuvent être initiées par des gouvernements d'extrême-droite ? D'autre part, nous nous intéresserons au rapport à la démocratie des citoyens qui votent pour l'extrême-droite.

6 - Démocratie et droits : reculs, affaiblissements et protections/résistance des institutions

L'état de droit est aujourd'hui ouvertement attaqué, parfois au nom de la démocratie elle-même, « le gouvernement des juges » étant parfois vu comme une entrave à la souveraineté populaire. Dans des contextes très différents, les attaques contre les institutions dans la mission est de garantir les droits s'intensifient. Ces attaques visent soit à remettre en cause les solutions adoptées par les juridictions, soit à porter atteinte à leur statut (à leur indépendance en premier lieu), soit à influencer leur décision. Quelles formes prennent aujourd'hui les attaques sur les libertés publiques (libertés associatives, liberté d'expression, liberté de manifestation et de réunion, libertés académiques, etc.) ? Quels en sont

les agents et les dispositifs ? Dans quelle mesure le droit peut malgré tout constituer un rempart face à ces reculs démocratiques ?

7 - Ambivalence des offres de participation

La démocratie participative est aujourd'hui l'objet de rapports ambivalents : d'un côté, elle s'institutionnalise et se déploie des collectivités territoriales jusqu'aux plus hauts sommets de l'Etat, de l'autre, ses difficultés à redéfinir le partage du pouvoir et la division du travail politique invitent certains à s'en distancier voire à la remettre en cause. Ce thème visera à saisir de concert les attentes démocratiques des citoyens – l'état des connaissances concernant la demande sociale de participation et le rapport ordinaire à la démocratie demeurant là aussi ambivalent – et la réponse des institutions et de la société civile à ces attentes et à l'insatisfaction partagée à l'égard des formes prises par la concertation. Comment les entrepreneurs de la démocratie participative réagissent-ils à l'intensification des critiques ? Quel est l'effet de ces offres de participation sur les aspirations démocratiques des citoyen.es ? Contribuent-elles, malgré leurs limites, à fournir des raisons de continuer à croire en la démocratie ou au contraire alimentent-elles un puissant sentiment de résignation ? En quoi et comment l'institutionnalisation de ces offres contribue-t-elle à délégitimer des formes de participation plus contestataires et/ou à masquer la dérive autoritaire des démocraties ?

8 - Démocratie, sciences et sociétés

L'engouement des sciences et recherches participatives permet d'aborder sous un angle complémentaire les enjeux démocratiques des rapports entre sciences et sociétés. Ces dispositifs de recherche transformationnelle modifient l'activité scientifique et posent un ensemble de questions sur les logiques d'engagement, les postures des acteurs, la nature des savoirs construits. Aussi quelle est la portée scientifique et démocratique de ces dispositifs ? Qu'a à gagner la science de la démocratie de la recherche participative ? Dans quelle mesure ces expériences de sciences participatives contribuent-elles à trouver des points d'appui pour résister à la déconsolidation démocratique, qu'il s'agisse des effets sur le pouvoir d'agir ou sur la re-pluralisation du monde ?

Sur ce thème, les contributions ont vocation à nourrir une table ronde réflexive sur le rôle des chercheurs. Une autre table ronde organisée par les partenaires du GIS envisagera les rapports entre sciences et sociétés sous l'angle de la demande sociale.

Modalités de soumission

Les propositions de contributions devront faire **entre 3 000 et 5 000 signes**. Elles indiqueront le thème dans lequel elles s'inscrivent, 5 mots clés. Elles préciseront également le nom des auteurs-autrices ou contributeurs-contributrices et leurs affiliations ou organisations.

Les propositions devront être déposées, **au plus tard le 28 février 2025 (inclus)** via la plateforme sciences-conf à l'adresse : <https://congresgis2025.sciencesconf.org/>. L'accès à la plateforme nécessite de créer un compte.

Pour toute question concernant l'AAC, le dépôt de votre proposition ou le colloque, merci d'écrire à : congresgis2025@sciencesconf.org et gis-dep@mshparisnord.fr.

Le colloque aura lieu à la Maison des Sciences de l'Homme Paris Nord, du 20 au 21 novembre 2025.
20, avenue George Sand 93210 La Plaine Saint-Denis Métro : Front Populaire (ligne 12)

Comité d'organisation du colloque

Loïc Blondiaux, Mathieu Brugidou, Jean-Michel Fourniau, Fabrizio Livigni, Alice Mazeaud, Patrice Melé, Lionel Scotto d'Appollonia, Sandrine Rui, Julien Talpin, Stéphanie Tawa Lama-Rewal.

Bibliographie

- Bedock C. (2021). « Les jeunes français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? Une exploration du soutien aux alternatives non-démocratiques », dans Lardeux, L. ; Tiberj, V. (Dir.), *Génération désenchantées : Jeunes, politique et démocratie*, Paris : La documentation française, pp.99-119.
- Broca S., 2022, « Le capitalisme numérique comme système-monde ». *Réseaux : communication, technologie, société*, 2022, N° 231 (1), pp.167-194.
- Dewey, J., 2010 [1927], *Le public et ses problèmes*, Paris : Folio Essai.
- Foa R.S., Mounk Y., 2016, “The Danger of Deconsolidation, The Democratic Disconnect”, *The Journal of Democracy*, July 2016, Volume 27, Number 3, pp. 5-17.
- Fourniau J.M., Blondiaux L., Bourg D., Cohendet M.-A., 2022, *La démocratie écologique, Une pensée indisciplinée*, Paris, Hermaan.
- Gourgues G., Mazeaud A. 2022, « Une « participation d’État » sous contrôle, La neutralisation décisionnelle des dispositifs participatifs en France », *Revue française de science politique* 2022/5 Vol. 72, pp. 781-804
- Hay C., 2007, *Why we hate politics*, Cambridge: Polity.
- Mair P., 2013, *Ruling the void : the hollowing of western democracy*, London, New York: Verso.
- Shoshana Z., 2019, *The Age of Surveillance Capitalism: The Fight for a Human Future at the New Frontier of Power*, New York: PublicAffairs.
- Tiberj V., 2024, *La droitisation française, Mythe et réalités*, Paris : Presses Universitaires de France.
- Tubaro P., Casilli A., Coville M., 2020, “The trainer, the verifier, the imitator: Three ways in which human platform workers support artificial intelligence”, *Big Data & Society*, 2020, 7 (1).
- Van Neste S., Melé P., Larrue C., *Transitions socioécologiques et milieux de vie, Entre expérimentation, politisation et institutionnalisation*, Montréal : PUM.
- Wuttke A., Gavras A., Schoen H., 2022, “Have Europeans Grown Tired of Democracy? New Evidence from Eighteen Consolidated Democracies, 1981–2018”, *British Journal of Political Science*, Number 52, pp. 416–428.